Système économique et système politique

Autor(en): **Lambelet, Jean-Christian**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **26 (1989)**

Heft 936

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1010874

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

L'INVITE DE DP

Système économique et système politique

Question: où trouve-t-on aujourd'hui les partisans les plus convaincus, les plus inconditionnels de l'économie de marché? Réponse: pas tant à Chicago, ou en Suisse, ou du côté de Madame Thatcher que... dans les pays de l'Est, Union Soviétique non exceptée.

Violentes critiques

Quand on parle aujourd'hui à des ressortissants de ces pays, on est en effet souvent frappé par le caractère absolu et violent des condamnations qu'ils expriment de plus en plus volontiers, fréquemment et ouvertement (du moins dans mon expérience) sitôt qu'il est question de leur système économique centralisé. Souvent viennent alors à la surface des sentiments de frustration d'une extraordinaire intensité à l'endroit d'un système accusé d'être totalement inefficace et incapable d'assurer — excepté à une petite minorité de privilégiés — ce minimum d'aisance matérielle sans lequel rares sont ceux qui arrivent à «se réaliser» pleinement dans la vie. Un exemple frappant parmi d'autres: celui de ce Soviétique qui lors de rencontres antérieures était notoirement hermétique et ne s'écartait jamais de la ligne officielle, et qui tout à coup déclare publiquement qu'il est vraiment très dommage que sous Nicolas II les réformes de Stolypine aient échoué, car si elles avaient réussi, la Russie bénéficierait aujourd'hui de tous les bienfaits d'une économie de marché...

Car, en contrepoint, les économies de marché se voient parées de toutes les vertus imaginables. A tel point que l'interlocuteur occidental se sentira souvent obligé de corriger le tir et de faire observer que les économies de marché ont aussi leurs problèmes, lesquels ne sont quand même pas tout à fait négligeables. En outre, il s'estimera tenu de mettre en garde contre l'illusion que l'adoption éventuelle de réformes allant dans le sens d'une économie de marché produira des résultats immédiats à la façon d'un remède-miracle: par exemple, il a quand même fallu grosso modo dix ans (1948-1958) et une aide américaine importante pour que l'Allemagne occidentale arrive à remettre son économie sur pied après les destructions et dislocations de la guerre.

Mais surtout il mettra l'accent sur les aspects politiques du problème; à savoir qu'une économie authentiquement décentralisée est difficilement compatible avec un système politique où une minorité détient le monopole du pouvoir. Concrètement, dans un pays d'Europe orientale qui adopterait des réformes économiques allant dans le sens du marché, ce ne serait plus le chef communiste du village, du «rayon», de la ville ou de la région qui déciderait à qui (un neveu, par exemple) reviendrait tel ou tel poste économiquement important et intéressant, mais des entreprises indépendantes soumises aux exigences du marché. Autrement dit, le parti unique au pouvoir devrait renoncer à son monopole, ce qui est quand même beaucoup demander à une révolution venant d'en-haut.

Peu de changements depuis 1917

Alexander Gerschenkron, le grand historien économique américain d'origine russe, enseignait que la révolution de 1917 avait eu deux causes principales: d'une part, le mécontentement paysan lié à la propriété des terres et, d'autre part, l'incurie de l'administration tsariste telle que révélée par son incapacité à organiser comme il faut, en 1914-1917, le ravitaillement des villes en matière alimentaire et celui des armées en matière d'armes, de munitions et autres équipements, d'où les défaites militaires de ces années.

Toutes proportions gardées, la situation est-elle tellement différente aujourd'hui? A intervalles plus ou moins réguliers, chaque fois qu'il se passe quelque chose hors de l'ordinaire, l'incurie de l'administration soviétique s'étale au grand jour: ainsi à Tchernobyl, dont il n'est pas exagéré de dire que cela a été un accident *provoqué*, résultat d'un invraisemblable «trapèze»; ou plus récemment en Arménie, du moins si on en croit la plupart des récits et témoignages. Et dans le domaine militaire, l'Union soviétique a subi en Afghanistan une défaite, pour appeler les choses par leur nom.

La question qu'on finit donc par poser dans ces discussions, mais sans chercher à y répondre, est dès lors non seulement celle des chances qu'il y a de voir se réaliser là-bas de vraies réformes économiques et politiques, mais celles des chances qu'elles puissent se réaliser en dehors d'un bouleversement de type révolutionnaire.

Jean-Christian Lambelet

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. Jean-Christian Lambelet est professeur au Département d'économétrie et d'économie politique (DEEP) de l'Université de Lausanne et à l'Institut des hautes études internationales (HEI) de Genève.
Les sous-titres sont de la rédaction.

DP Domaine Public

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (jd)
Rédacteur: Pierre Imhof (pi)
Ont également collaboré à ce numéro:
Jean-Pierre Bossy (jpb)
François Brutsch (fb)
Jean-Daniel Delley (jd)
André Gavillet (ag)
Jacques Guyaz (jg)
Yvette Jaggi (yj)
Charles-F. Pochon (cfp)
Points de vue: Jeanlouis Cornuz
Catherine Dubuis
L'invité de DP: Jean-Christian Lambelet
Abonnement:
65 francs pour une année
Administration, rédaction:
Saint Pierre 1, case postale 2612
1002 Lausanne
Tél: 021 22 69 10 **CCP:** 10-15527-9
Télétax: 021 22 80 40
Composition et maquette:
Liliane Berthoud,
Françoise Gavillet, Pierre Imhof
Impression:
Imprimerie des Arts et Métiers SA